

le prolétaire

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI	* La revendication de la ligne qui va du Manifeste communiste à la révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ;	NOVEMBRE 1968 — 6 ^{me} ANNEE — N° 59	Le numéro
	* La lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ;	Abonnement de soutien 10 F - 100 F.B. Abonnement annuel 5 F - 50 F.B.	0,50 F - 5 F.B.
	* La tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.	LE PROLETAIRE	B. B. 375 MARSEILLE-COLBERT
		C.C.P. 2202 22 MARSEILLE	

APRÈS MAI-JUIN : PAS DE DÉBANDADE

Le P.C.F., la direction de la C.G.T., les centrales syndicales jaunes (F.O., C.F.D.T., etc.) ont tiré à leur manière les leçons de juin. Et leur manière à eux, c'est de tirer dans le dos des ouvriers ! Nous n'inventons rien, il suffit d'examiner les faits.

Notre magnifique mouvement de mai s'est terminé comme l'on sait : dans la débâcle. Nous avons dû reprendre le travail par petits paquets,

Le résultat de tout cela est bien clair : après sa grande peur, la bourgeoisie n'a eu aucun mal à se ressaisir et maintenant elle se venge sans pitié ! La chasse aux sorcières est commencée. Tout l'appareil policier s'est mis en branle dans nos bagnes industriels, chez Renault et chez Citroën, par exemple, où le despotisme de fabrique est particulièrement réputé. Les militants un peu en vue ont été repérés et on les foute à la porte sous n'importe quel prétexte. Et puis, en dehors de la chasse aux sorcières, il y a les licenciements tout court. Tout le monde sait que même les patrons sont alarmés par l'augmentation catastrophique du chômage (non pas qu'ils soient particulièrement humains, mais ils ont peur que les ouvriers viennent leur demander des comptes !). On ne compte plus les fermetures d'usines ; les licenciements pour cause de « baisse de commandes » ou d'augmentation de la productivité. Plusieurs régions sont particulièrement « touchées » : les Bouches-du-Rhône entre autres, où le taux de chômage est le double du taux français moyen ; mais aussi les pays de la Loire, en particulier les régions de Nantes et de Saint-Etienne, la Lorraine, le Nord houiller, le Bordelais.

Mais que font « nos dirigeants » ? Ils dialoguent, ils pétitionnent, ils contestent, ils protestent, ils invoquent leur Bon Dieu, c'est à dire ce gouvernement, cet Etat qu'ils prétendent détester. Là encore nous n'inventons rien : à Bordeaux, les membres du comité d'entreprise des chantiers navals qui vont fermer prochainement, vont supplier Chaban-Delemas et celui-ci participe à la comédie et va implorer (!) à son tour le gouvernement.

Rappelez-vous, camarades, les magnifiques grèves de Nantes, Saint-Nazaire, La Ciotat, La Seyne et Port-de-Bouc. Vous vous souvenez de la façon dont nous avons été trahis, comment on nous a divisés. Comment les

ateliers par atelier, usines par usines, trompés par les discours doucereux de « nos dirigeants ». Ils ont pris bien soin de nous boucler comme des prisonniers sur notre lieu de travail, sous prétexte « d'occupation », de nous « consulter » catégorie par catégorie. Nous ignorions ce que faisait notre voisin, nous étions isolés, sans direction. Nous avions une armée sans officiers, livrés aux caprices des caporaux. Les généraux, pendant ce temps, négociaient avec l'ennemi !

Face à la chasse aux sorcières « nos dirigeants » ont été

curés, les élus et les dirigeants syndicaux nous ont divertis avec leurs calmes processions vers les préfectures et le parlement ! Eh bien, la manœuvre se répète. Allons-nous encore nous laisser faire ? Et nos camarades du Tarn, ceux des aciéries du Saut et d'Albi menacés de licenciement, obtiendront-ils quelque chose ? On peut en douter, car là aussi on pétitionne et on défile pacifiquement.

Voyons donc à quelle profondeur vont descendre les rédacteurs du dit bulletin. Ils ont bien entendu leur petite idée sur ce « problème », mais en bons pédagogues ils se gardent bien de l'exposer tout crument : ils procèdent par suggestions discrètes et par un grand appel à « confronter, dans un esprit scientifique, TOUTES les idées ». Peut-on être plus démocrate ? Autrement dit, peut-on être davantage emprisonné dans l'idéologie bourgeoise ? Non ! Car cette conception qui suppose les « idées » indépendantes des classes et de leurs luttes, qui s'imagine qu'un « esprit scientifique » planant au-dessus des antagonismes sociaux pourrait les confronter librement, ce n'est rien d'autre justement que la grande mystification rationaliste et démocratiste de la pensée bourgeoise !

Quant nous, qui défendons non pas des « idées », mais les positions de classe du prolétariat appuyées sur l'explication matérialiste de l'histoire, nous ne participons jamais à ces « confrontations démocratiques ». D'ailleurs, et

cela est fort logique quoique formellement contradictoire, ces gens qui veulent de TOUT, ne veulent rien savoir du marxisme ! Tout, oui tout... mais pas Ça ! comme dit la pucelle bien décidée à le rester.

Du coup ils ont beau proclamer que « Tout est à remettre en cause », ils se sont d'avance imposés des limites étroites. Ironie, par exemple, remettre en cause la « nature socialiste » de l'URSS ? Allons donc, voilà qui risquerait de les remettre en cause eux-mêmes ! Nos « octobristes » préfèrent prudemment qualifier d'« Etat socialiste » aussi bien l'URSS que la Chine ou Cuba, et si des oubliés (il y en a tant !) leur demandent un « certificat de socialisme » nous sommes sûrs qu'ils le leur donneront volontiers. Après quoi il ne leur reste plus qu'à exiger (!) « la non réduction des intérêts du Socialisme aux intérêts d'un Etat même socialiste ». Car ces grands remetteurs en cause trouvent on ne peut plus normal que des Etats « socialistes » aient des intérêts divergents, contradictoires et différents de ceux du socialisme !

Incapables de faire l'analyse de l'histoire et des rapports de classe en Russie, ils se contentent de remettre en cause « toute la politique de l'URSS » ; et de se croire horriblement hardis : pensez-vous toute la politique ! Ignorent-ils, en bons idéalistes, que la « politique » n'est pas une chose décidée librement et arbitrairement, ignorent-ils ce qui détermine la politique ? Parodiant Clausewitz (La guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens), Brecht a lancé un jour cette formule imagée : la politique n'est que la continuation des affaires par d'autres moyens. D'une façon plus précise, nous dirons que les politiques sont les expressions des intérêts des classes découlant des rapports de production et de la dynamique historique. S'en prendre à « la politique de l'U.R.S.S. » sans voir ce qu'elle traduit, c'est se condamner à ne pas comprendre cette politique et à la juger d'un point de vue strictement moral.

Mais peut-être sommes-nous injustes envers nos « octobristes » ; ils soupçonnent quand même qu'il y a quelque chose derrière la politique russe : « Et si c'était le système lui-même qui conduise... de telles "erreurs" répétées ? » demandent-ils. Le « système », ké-sako ? (On croirait entendre le PCF...) Voilà comment on escamote une analyse économique et sociale : il n'y a qu'à dire « le système » (sans même un petit adjectif !) pour croire qu'on a dit quelque chose.

Toutefois cette prudence n'est ici encore qu'hypocrisie pédagogique ; notre Comité d'Initiative sait très bien ce qu'il entend par « système », et il sait aussi le suggérer sournoisement :

« Quelle que soit l'appréciation que l'on porte sur la politique suivie par les dirigeants tchèques (en particulier l'ambiguïté des choix économiques proposés) on ne peut oublier que c'est aux Tchèques eux-mêmes de décider de leur propre sort. De plus la tentative de restaurer dans un pays socialiste l'autonomie des syndicats par rapport au gouvernement ; l'affirmation de la nécessaire séparation du Parti et de l'Etat ; la nécessité d'un contrôle "d'en bas" ; la nécessaire liberté de critique dans et hors du parti ; tous ces éléments nous paraissent ouvrir la voie à un retour au Socialisme véritable, débarrassé de ses déformations bureaucratiques. »

Réforme universitaire : E. FAURE est-il le vrai père ?

En gagnant le « pari de la rentrée » E. Faure vient de prouver que la France ne bénéficie plus de « la droite la plus bête d'Europe ». Bien que le sort de l'université française nous intéresse fort peu, il importe tout de même de savoir par quel tour de passe-passe la réforme a pu être appliquée dans un secteur où la rentrée devait être explosive. A la vérité, E. Faure n'est pas si génial qu'il s'en donne l'air : il ne fait que reprendre à son compte les propositions des contestataires de mai. Tout au plus en a-t-il éliminé quelques-unes, par trop irréalistes, comme par exemple l'idée d'examiner devant un jury d'étudiants ; ainsi qu'il le soulignait dans un de ses discours cette

idée même « n'était pas ridicule » et seules des considérations d'ordre pratique l'avaient faite rejeter par le gouvernement. Donc le ministre avoue la véritable paternité de la réforme universitaire, et il aurait bien tort de la cacher !

Est-ce possible, s'exclamera le lecteur naïf, un ministre gaulliste reprend la plateforme universitaire de « révolutionnaires » ? Nous lui répondrons plusieurs choses. D'abord, que les communistes révolutionnaires n'ont point de plateforme universitaire. Leur programme ne fait pas un sort particulier à l'université, si ce n'est pour prédire sa disparition dans la société socialiste avec celle de la division sociale du travail.

Suite page 4.

Suite page 4.

TRISTE OCTOBRE

Un Bulletin du Comité d'Initiative pour un Mouvement Révolutionnaire intitulé Octobre s'interroge sur l'affaire tchèque : « Ce qui pour nous fait problème (écrit-il) ce n'est pas tant le fait matériel de l'intervention et de l'occupation, mais bien les raisons profondes de ce conflit. »

Quant nous, qui défendons non pas des « idées », mais les positions de classe du prolétariat appuyées sur l'explication matérialiste de l'histoire, nous ne participons jamais à ces « confrontations démocratiques ». D'ailleurs, et

Mais c'est surtout le deuxième paragraphe qui mérite d'être souligné car il montre ce que veut dire « système », et aussi ce que cet Octobre-là remet en cause : tout le marxisme, ni plus ni moins.

La théorie de la « déformation bureaucratique » nous la connaissons de longue date ; quantité de courants, frappés par la contre-révolution jusqu'au tréfonds de leur cervelle, se sont trouvés impuissants à comprendre et analyser la contre-révolution russe, et se sont rabattus sur cette rengaine ; tous ont contribué par là-même à défigurer la notion même de socialisme, qu'ils sont incapables de distinguer du capitalisme ; tous ont soutenu en fait l'ignoble falsification opérée par leur bête noire, St Joseph Staline, qui prétendait que les catégories de l'économie capitaliste (capital, marché, salaires, prix et profits...) subsistaient dans le socialisme. Tout comme Staline, ce que tous ces gens refusent de mettre en cause, c'est tout simplement l'économie capitaliste ! Et du coup leur « Socialisme véritable » n'est que le rêve stupide et répugnant d'un « capitalisme démocratique » où les prolétaires charge les lois de l'économie capitalistes prendraient eux-mêmes en taliste, d'un capitalisme qui exploiterait gentiment et paisiblement le monde. Il ne saurait être question de « retourner » à ce socialisme-là : il est impossible, il n'a jamais existé que dans l'esprit borné de la petite-bourgeoisie d'où il

Le premier paragraphe (outre le nationalisme cher à tous les rénovateurs) relève de ce que nous disions plus haut. Parler de « l'ambiguïté des choix économiques proposés » alors que la politique des dirigeants tchèques découle directement des impératifs de l'économie capitaliste en Tchécoslovaquie (effort pour se libérer du monopole russe, appel de capitaux et recherche de débouchés avantageux, libéralisation c'est-à-dire accentuation de la concurrence entre entreprises afin d'accroître la rentabilité et le profit « socialistes » c'est se réfugier dans les sphères célestes de la morale pour ne pas voir l'affreux déterminisme social.

(Suite page 4)

PERMANENCES
A MARSEILLE
Samedi 16 novembre
Samedi 23 novembre
de 17h.30 à 20h.
au siège du journal
7, cours d'Estienne d'Orves
(4^e étage)
LECTEURS ET SYMPATHISANTS PEUVENT Y PRENDRE CONTACT AVEC NOUS.

REUNION DE LECTEURS
A PARIS
Lutte revendicative
et lutte révolutionnaire
Le vendredi 13 décembre à 21 heures
Salle Lancry — 10, rue de Lancry (X^{me})
ENTREE SUR INVITATION
(Le présent journal tient lieu d'invitation)

Les défenseurs attardés de la faucille

L'article de l'hebdomadaire pro-chinois *Provence Rouge* du 24 octobre, « Pour les paysans le marché commun égale prolétariat et chômage », contient le programme agraire des soi-disant marxistes-léninistes. Nous nous contenterons d'opposer à ce galimatias naïf ou démagogique, quelques citations caractéristiques de Marx, Engels, Lénine.

Les pro-chinois constatent avec raison que le marché commun et la concentration agricole entraînent la ruine des petits et moyens paysans et leur prolétariat.

Ceux-ci deviennent des salariés agricoles et surtout des ouvriers urbains ou des chômeurs.

Or, pour nos "marxistes-léninistes", il faut essayer d'éviter cette prolétariat et donc lutter contre la concentration agraire et l'industrialisation de l'agriculture ! « Créons des comités de paysans pauvres », autrement dit, essayons de retourner à la production agricole parcellaire du XIX^{ème} siècle !

Ces prétendus marxistes-léninistes ont l'air d'ignorer complètement que si le marxisme n'a jamais réussi à s'implanter en France, si les Bakounine, les Pelloutier ou les Cachin ont eu une influence déterminante, c'est bien à cause du caractère petit-bourgeois de l'appareil productif et donc de la société, du retard de la concentration bourgeoise sans laquelle le programme purement communiste reste dépourvu de bases réelles. Or, depuis la fin de la dernière guerre, la bourgeoisie française a été contrainte par la perte de ses privilèges colonial et financier de se faire l'agent d'une modernisation capitaliste de l'hexagone, en éliminant massivement l'énorme petite-bourgeoisie rurale et urbaine autrefois caractéristique de la société française. Ce faisant, elle se privait de l'appui des couches intermédiaires, plus réactionnaires que la grande bourgeoisie elle-même, tout en augmentant numériquement la classe de ses ennemis directs : les ouvriers urbains. Celui qui ne voit pas que c'est là la grande chance historique du prolétariat révolutionnaire, celui qui n'a pas encore compris que la bourgeoisie est contrainte, selon la formule du Manifeste, d'augmenter le nombre de ses propres fossoyeurs, celui-là n'a pas encore assimilé les premiers rudiments du marxisme.

En 1872, dans son article « La nationalisation de la terre », Marx répondait par avance aux réformistes petits-bourgeois qui

préchant la sauvegarde de la petite exploitation (le terme de "réformistes" est du reste trop généreux : il s'agit de réactionnaires au sens propre du terme) : « Enchaîné à ce sol sur lequel il doit dépenser toute son énergie vitale pour un rendement relativement modeste, complètement ignorant des mouvements sociaux extérieurs au pauvre lopin où il s'active, (le petit paysan) se cramponne fanatiquement, passionnément à son bout de terrain et à sa qualité, purement nominale, de propriétaire. C'est ainsi que le paysan français s'est trouvé jeté dans le plus funeste des antagonismes face à la classe des travailleurs de l'industrie. »

Nos "marxistes-léninistes" de pacotille se préoccupent fort peu de l'analyse scientifique du mode de production capitaliste. Pour eux, en effet, la marche en avant de la concentration capitaliste n'est nullement un phénomène irréversible, une nécessité inéluctable, puisqu'ils pensent qu'un retour en arrière reste possible (retour à la petite propriété et, pourquoi pas ? à l'artisanat et au petit commerce). Ils nagent donc en pleine utopie réactionnaire, « exigent » l'abolition du marché commun et trouvent la cause de la concentration dans la volonté (mauvaise évidemment !) des hommes d'Etat (Defferre, Mollet, Gaillard et, bien sûr, de Gaulle). Ils prennent donc l'effet pour la cause et considèrent l'Etat comme le maître de la société, alors qu'il n'est que l'agent, le serviteur des lois de l'accumulation capitaliste. Mais il faut aller plus loin : si par hypothèse absurde, leur bonne volonté triomphait, le progrès capitaliste s'arrêterait, la concentration marquerait le pas et... la révolution communiste deviendrait impossible ou se ramènerait à un vœu pieux dépourvu de toute réalité matérielle. Pour se prétendre marxiste, il faut au moins avoir compris que la révolution communiste vient couronner le mouvement d'accumulation du capital qui développe à une immense échelle les contradictions sociales explosives !

En fait, les pro-chinois assimilent implicitement le rôle joué par la paysannerie en Chine de 1927 à 1949 à celui des petits et moyens paysans en France aujourd'hui. Belle myopie historique qui confond le rôle de la paysannerie au cours d'une révolution nationale et

bourgeoise dans un pays semi-colonial (cas de la Chine) et au cours d'une révolution purement socialiste dans un pays impérialiste moderne. On pourrait certes nous objecter qu'en Russie la révolution prolétarienne de 1917 s'est bel et bien appuyée sur la paysannerie ; mais, justement, cela tient aux conditions spécifiques de la Russie d'alors qui ont fait de sa révolution une révolution double, à la fois démocratique et socialiste. Leurs mots d'ordre de révolution agraire, les bolchevicks ne les ont jamais fait passer pour des mots d'ordre socialistes (cela appartient à la contre-révolution stalinienne qui a transformé la double révolution de Russie en une simple révolution nationale-bourgeoise), ainsi qu'en témoigne Lénine : « Il est hors de doute qu'on ne peut réaliser la révolution socialiste dans un pays où l'immense majorité de la population est formée de petits producteurs agricoles qu'au moyen de toute une série de mesures de transition spéciales, parfaitement inutiles dans les pays capitalistes évolués où les ouvriers salariés industriels et agricoles sont en écrasante majorité ». (Rapport sur la substitution de l'impôt en nature aux réquisitions).

Il est évident que nos "marxistes-léninistes" sont incapables de tenir compte de la grande conquête du capitalisme qui est justement la concentration industrielle et agricole (mais qu'ils lisent donc au moins le Manifeste !). Le capitalisme, et ce sera là sa perte, a dû forger bien malgré lui la base économique d'une économie supérieure, le socialisme, tout en internationalisant le capital et en préparant les conditions objectives des crises révolutionnaires. Non contents de proposer des solutions réactionnaires, même du point de vue capitaliste, les pro-chinois sont incapables de sortir, même en imagination, du cadre de la division du travail et ils s'insurgent contre les intrusions de l'industrie dans l'agriculture : « Il est parfaitement scandaleux, et sur ce point les paysans pauvres et moyens seront tous d'accord, que des industriels, des banquiers, des médecins ou des hommes de loi... investissent leurs capitaux dans l'agriculture. Ce sont ces gens-là, non agriculteurs pour la plupart, qui encombre nos marchés » (en somme, ces vaillants défenseurs de la classe ouvrière veulent retourner à une économie agricole peu développée, peu rentable et apportant sur le marché des villes des produits aux prix élevés !). L'agriculture souffre en réalité du manque de capitaux et des restrictions imposées par le règne de la propriété privée, d'autant plus misérable qu'elle est plus petite ; prôner l'agriculture aux agriculteurs, c'est prendre position pour la stagnation, pour la conservation des couches intermédiaires résiduelles, contre la mise au même niveau de la lutte de classe à la ville et à la campagne.

Mais puisque nous avons affaire à de prétendus "marxistes-léninistes", il est bon que nous terminions en citant des textes marxistes. Voici : « Dans la sphère de l'agriculture, la grande industrie agit plus révolutionnairement que par tout ailleurs en ce sens qu'elle le fait disparaître le paysan, rempart de l'ancienne société, et lui substitue le salarié » (Marx, *Le Capital*, IV^{ème} section, chap. 10). « Du paysan qui nous demande de maintenir la propriété parcellaire nous ne pourrions jamais faire un camarade, pas plus que du petit patron qui veut rester éternellement patron. Ces gens-là sont à leur place chez les antisémites (on dirait aujourd'hui les fascistes, N.d.R.) » Qu'ils aillent chez eux entendre la promesse que leur petite entreprise sera sauvée »

(Engels, *La question paysanne en France et en Allemagne*).

L'AFFAIRE FIAT-CITROËN et l'opportunisme social-chauvin

La C.G.T. fit grand bruit, il y a quelques mois, sur les conversations qu'elle menait avec son homologue italienne, la C.G.I.L. Des naïfs pouvaient espérer grand bien de cette rencontre : enfin les syndicats se haussaient au niveau international où se trouve la bourgeoisie depuis belle lurette, enfin les travailleurs pourraient répliquer à l'échelle internationale à l'offensive patronale. Belles illusions !

Il suffit pour s'en convaincre de lire les déclarations des dirigeants "ouvriers" syndicaux ou politiques des deux côtés des Alpes à l'occasion de l'accord Citroën - Fiat. Elles préchent toutes le nationalisme le plus étroit, le plus borné, ce nationalisme que la bourgeoisie sait mettre de côté pour faire ses "affaires", mais qu'elle utilise toujours pour empêcher l'union des ouvriers par-dessus les frontières des nations bourgeoises. Dès que le projet est connu, la C.G.T. déclare : « L'affaire Citroën - Michelin n'est pas en difficultés », mais on cherche « un profit plus grand » ; et la C.F.D.T. : depuis dix ans, la direction « monarchiste » de l'entreprise a entraîné « une dégradation du capital technique et économique de l'entreprise », c'est de la faute aux « conceptions philosophiques de M. Bercot », champion du « libéralisme absolu ».

Pour la C.G.T., la solution consiste en « la nationalisation de l'ensemble des usines automobiles de France » (c'est nous qui soulignons ; les travailleurs de Renault, à la pointe du combat en mai-juin apprécieront) et « la construction d'un groupement national à la tête duquel les intérêts des travailleurs et leurs organisations syndicales seraient largement représentés » (sans doute ces organisations se chargeraient d'éviter que ce « groupement national » soit mis en « difficultés » et de le faire triompher dans la concurrence internationale. Et vive la participation !). Le syndicat C.F.D.T. de Citroën est lui pour la « concertation nationale des entreprises françaises de l'automobile » qui « favoriserait la concentration des moyens de production et de commercialisation, ainsi que de la recherche » (en somme le but est le même que celui de l'accord Fiat-Citroën, mais ce serait réalisé entre patrons français !)

Pour M. Trentin, dirigeant de la C.G.I.L., « le problème d'une véritable planification est posé. L'accord aboutirait à un renforcement

des exportations et finalement un million de travailleurs dépendraient ainsi de la conjoncture internationale. » Enfin l'Unità (journal du P.C. italien) pense qu'« il vaut mieux investir dans le Mezzogiorno (le sud arriéré de l'Italie, N.d.R.) qu'en France. L'opération serait coûteuse pour l'Italie. »

Nous ne pouvons critiquer ici tous les mensonges de ces déclarations sur la « planification démocratique », les « nationalisations », etc... Nous voulons simplement insister sur l'ignoble chauvinisme de tous ces gens-là. Pour tous, il s'agit de défendre les intérêts « bien compris » qui de la France, qui de l'Italie. Ils veulent bien finalement des trusts, pourvu que ce soient des trusts nationaux, et combattent en don Quichotte, comme la bourgeoisie la plus réactionnaire dénoncée par Marx, les « trusts apatrides ».

Bien entendu, leurs déclarations sont purement démagogiques. Comme chacun sait, l'argent n'a pas d'odeur et les frontières les mieux gardées, M. Brejnev en sait quelque chose, n'ont jamais empêché la circulation internationale des capitaux. Quant aux communistes véritables, ils ne peuvent que se réjouir de l'internationalisation croissante du capital, car elle unifie le terrain de lutte du prolétariat à l'échelle internationale : lorsque la crise éclatera, elle s'étendra rapidement au monde entier, affaiblissant du même coup la résistance de la bourgeoisie mondiale.

Mais si nos renégats sont des démagogues, ils ne sont pas que cela. Leurs discours chauvins ont un sens, ils constituent une arme de conservation bourgeoise. En défendant leurs patries respectives, ils empêchent le prolétariat de s'unir par-dessus les frontières.

Malgré toutes les phrases rassurantes des gouvernements et des gens de la Fiat ou de Citroën, il est bien évident que l'accord amènera à plus ou moins longue échéance des licenciements et une « rationalisation », c'est-à-dire une exploitation accrue des ouvriers. Sans doute les prolétaires français et italiens seront-ils plus ou moins touchés et leur plus ou moins grande combativité jouera un rôle déterminant. En divisant pratiquement les ouvriers dès le début, en les rangeant, les uns comme les autres, derrière le drapeau de leur bourgeoisie respective, les opportunistes préparent les conditions de leur défaite à tous.

VIENT DE PARAITRE :

En marge du cinquantenaire d'Octobre 1917 :

BILAN D'UNE RÉVOLUTION

- Les grandes leçons d'Octobre 1917
- Les fausses leçons de la contre-révolution de Russie :
 - Seul le marxisme tire les leçons de l'histoire
 - La "leçon" bourgeoise
 - La "leçon" social-démocrate
 - La "leçon" anarchiste
 - La "leçon" du socialisme d'entreprise
 - La "leçon" trotskyste
- L'économie russe de la révolution à nos jours
 - Programme économique initial des bolchevicks et socialisme
 - Les mesures économiques après l'insurrection
 - Le communisme de guerre
 - La « Nouvelle Politique Economique »
 - Faillite et liquidation de la N.E.P.
 - Le débat économique et la lutte principale dans le parti bolchevique de 1923 à 1928
 - La crise de 1927-28 et la liquidation de la N.E.P.
 - La Russie capitaliste numéro 2

Cette brochure, dont l'importance apparaît à la seule lecture du sommaire, constitue un numéro spécial de la revue théorique du Parti, *Programme Communiste*, et sera donc expédiée directement aux abonnés de la revue.

Prix de vente : 8 F — Commandes au *Proletaire*.

A bas Zapata !

Quand la crise mûrit, tous les symboles « supra-nationaux » de la bourgeoisie chancellent. Les Jeux Olympiques, qui voudraient montrer que la paix est une question de volonté et de compréhension mutuelle entre les nations, prouvent une fois de plus (comme ceux de Berlin en 1936) qu'ils ne sauraient empêcher des affrontements moins sportifs ! Dès lors, souhaiter que « ces compétitions internationales qui doivent se dérouler dans un esprit de paix et d'amitié » se passent « le mieux possible malgré les événements » (Yves Moreau, "Humanité-Dimanche", 13 octobre), c'est tomber dans le crétinisme pacifiste le plus plat. Autant dire aux Mexicains de mettre un peu une sourdine à leurs frasques pour que le symbole demeure intact ! Ce ne sont pas les staliniens qui auraient la faiblesse de croire que la lutte qui fait rage au Mexique ne concerne pas seulement les Mexicains. Non ! Fidèles aux voies nationales ils exhortent le peuple mexicain à chercher dans son histoire ces armes si typiquement communistes : patriotisme, union nationale. Aussi Moreau termine-t-il ainsi : « Mais le peuple mexicain demeure celui des fresques grandioses de Diego Rivera et de Sisiqueiros, son idéal demeure celui de Pancho Villa et d'Emiliano Zapata, incompatibles avec la dépendance du Mexique à l'égard de l'impérialisme. »

Zapata pour le Mexique, le soldat inconnu pour la France, voilà les valeurs que proposent ces internationalistes-là. Le prolétariat leur abandonne volontiers la flamme olympique et celle de l'arc de triomphe qui pâliront dans l'incendie rouge de demain.

(Remarque : l'éclectisme de monsieur Moreau est tel qu'il cite en exemple Alfaro Sisiqueiros, vieux stalinien rallié au parti révolutionnaire institutionnel du président Diaz Ordaz.)

LE SECOND "COUP DE PRAGUE" :

Réponse aux Militants de la C. G. T., qui "s'interrogent"

Le journal Le Monde du 31 août dernier a publié dans ses « Libres opinions » un article intitulé « De Prague à Canossa » et signé Gérard Desseigne, « Militant de la C. G. T. ». Le texte témoigne de l'émotion et de l'incertitude provoquées par l'intervention russe en Tchécoslovaquie dans les milieux syndicalistes : « La classe ouvrière écrit son auteur - se tait publiquement, mais s'interroge secrètement ».

Après un rapide examen qui réfute les arguments russes, M. Desseigne exprime nettement son « pessimisme », tant en ce qui concerne le compromis de Cierna - « peut être un Canossa »

pour les Tchécoslovaques - que le « renfort inattendu » que l'intervention russe a apporté « au capitalisme international et à ses méthodes ». Il en déduit la nécessité urgente de « réformes et explications » à fournir aux travailleurs tout en laissant clairement entendre que sont inacceptables celles, bien sûr, qui viennent de la droite - et « prêtes depuis 1917 » - mais aussi celles des antibureaucrates de gauche qui, pour condamner "l'erreur" russe ont des « victimes toutes désignées ».

M. Desseigne souhaite en somme des explications « constructives » qui donnent aux travailleurs « des raisons d'es-

pérer ». On voit mal pourtant, lorsqu'il affirme que « la vérité est indivisible », comment elle pourrait donner de l'histoire une vue utile et féconde, tout en lui interdisant de porter des jugements sur ceux qui l'ont conduite où elle en est. En tout cas, cette « objectivité nécessaire », M. Desseigne l'utilise avec une circonspection suspecte, lorsque, par exemple, il justifie la nécessité de ne pas se taire, à propos de la Tchécoslovaquie, par le risque des « spéculations des "gauchistes" les plus mal intentionnés ». Nous n'entrerons pas dans de telles "subtilités" : n'ayant jamais admis, même au plus fort de l'imposture stalinienne,

qu'une classe révolutionnaire puisse trouver des « raisons d'espérer » dans les mensonges et les falsifications, nous ne commencerons certes pas à le faire au moment où les ouvriers s'interrogent sur leurs résultats. Que le lecteur ne s'étonne donc pas si, à chaque ligne, nous faisons un sort à l'hypocrisie politique. Nous ne sommes pas des moralistes, mais si le socialisme doit être scientifique, il ne saurait davantage que la science se fonder sur l'erreur, à plus forte raison sur cette erreur volontaire qu'est le mensonge et dont l'opportunisme a fait sa loi.

DE CURIEUX "RAPPORTS SOCIALISTES"

Bouleversé par les effets désastreux de « l'erreur soviétique », M. Desseigne se demande : « Quels sont ces "communistes" renouant avec des méthodes "nationalistes" et "impérialistes" ? » Fournir ici la réponse serait utiliser comme prémisses ce que nous ne voulions amener que comme conclusion. Avant de juger les actes de partis communistes placés à la tête d'Etats socialistes, il faut d'abord se soucier de la nature des intérêts qui les déterminent. Nous invitons donc ceux qui s'interrogent là-dessus à ne pas s'occuper seulement des attitudes qu'ils jugent scandaleuses mais aussi de celles qu'ils trouvent normales. Qu'ils oublient donc un instant leurs préoccupations politiques immédiates. L'Union des forces démocratiques, la liberté, le progrès... c'est là une « ligne » autrefois bannie du mouvement prolétarien par le communisme. Si on l'y a réintroduite, c'est en fonction d'une appréciation déterminée du système soviétique, sur laquelle repose, même dans des éditions « revues et corrigées » la seule notion de socialisme qui soit actuellement répandue à l'échelle des masses. C'est donc là que doit aboutir l'examen de conscience inévitable dont parle M. Desseigne. Si « l'erreur » russe est une exception dans un climat de rapports désintéressés entre « pays socialistes », alors on peut effectivement la considérer comme un accident réparable. Mais si elle est survenue comme conséquence de rapports d'usage, de rapine et de violence ?

Il suffisait d'un choc spectaculaire pour que les notions acceptées de confiance en ce domaine fassent place à un doute angoissant. Mais ce doute ne peut être fécond sans le secours de la doctrine. Camarades ouvriers, on vous a fait oublier que l'Etat prolétarien, l'Etat socialiste n'a qu'un seul point commun avec les autres types d'Etat, celui d'être aussi un instrument de contrainte. Mais des fonctions diamétralement opposées - dictature des ouvriers sur les bourgeois et non l'inverse - lui interdisent tout autre trait propre aux Etats esclavagistes, féodaux ou capitalistes. S'il n'est évidemment pas question que l'Etat du prolétariat opprime des nations ou s'annexe des territoires, il ne saurait encore moins avoir d'autre rôle que de réaliser la destruction des rapports sociaux d'exploitation sur son propre territoire et d'aider le prolétariat des autres pays à prendre le pouvoir pour en faire de même sur le leur. Ce serait donc un non-sens d'imaginer un Etat socialiste qui participerait économiquement et politiquement au maintien de la domination internationale du capital, qui partagerait par un commerce fructueux la plus-value mondiale avec les Etats capitalistes et, plus encore, entretiendrait, avec des Etats présumés aussi « socialistes » des rapports d'exploitation !

Appliqué à l'URSS et aux démocraties populaires, ce critère est une condamnation sans appel de leur « socialisme » usurpé. Aussi convient-il de le vérifier tout de suite. Parmi les divers témoignages provoqués par les événements de Tchécoslovaquie, celui de Castro est d'autant plus intéressant qu'il émane d'un partisan de l'intervention russe qui ne mâche pourtant pas les critiques à l'égard de la « politique incohérente »

du Kremlin. Prague a vendu à Cuba, nous apprend Castro, et à « un prix élevé », des armes faisant partie « d'un butin de guerre saisi aux nazis », des « usines d'une technologie extrêmement arriérée » et même « n'importe quelle vieille ferraille ! » La récrimination du tiers-monde est donc bien claire quant à la nature des rapports « socialistes » entre Etats et « partis-frères » et de leurs généreux mobiles : de l'argent à gagner !

La discrétion générale à l'égard des rapports soviéto-tchécoslovaques, qui ne font pas exception à cette règle, est encore plus significative. On a condamné de toutes parts « l'ingérence soviétique dans les affaires d'un autre pays », brandi le sacro-saint principe du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », mais on s'est soigneusement tu sur la contrainte économique que Moscou exerçait sur Prague.

En 1967, alors que l'ensemble du « camp socialiste » devait à la Tchécoslovaquie l'équivalent de 250 millions de dollars, les Russes refusaient de faire toute avance aux Tchécoslovaques sur la base de cette créance, en même temps qu'ils leur interdisaient d'avoir recours aux capitaux occidentaux pour sortir du marasme économique dans

lequel ils stagnent depuis des années. Si l'on sait, par ailleurs, que la Russie vend ses produits à la Tchécoslovaquie 70 % au-dessus des prix mondiaux (en 1965 les Russes vendaient 12.500 roubles la tonne d'anthracite aux Tchèques, alors que le prix mondial était de 8.100 ; pour le pétrole brut, 17.200 la tonne contre 8.600 ; 33.700 contre 13.100 pour l'essence ; 9.500 pour la tonne de minerai de fer contre 4.060, etc.) et lui achète les siens 23 % au-dessous, (2.320 roubles la tonne de colorants synthétiques vendue aux Russes, contre 4.250 sur le marché mondial ; caoutchouc synthétique : 451 roubles contre 473 ; paires de chaussures : 3,61 roubles contre 5,56 ; etc...) on s'explique, et la tentative désespérée d'ouverture à l'ouest de ce pays, et la manière brutale dont l'U.R.S.S. y a répondu.

« Démocratisation », « libéralisation », « humanisation du socialisme » sont de purs formules propagandistes qui dissimulent les véritables différents opposant Prague à Moscou. Non pas en ce sens qu'elles seraient privées de tout contenu politique et social, mais parce que ce contenu est un effet et non une cause de contradictions qui n'ont rien à voir avec le socialisme.

VIOLENCE, DIPLOMATIE ET « RAISON D'ETAT »

Commerce, concurrence, monopole ne sont en effet que les traits désormais les plus saillants des rapports qui unissent les pays de l'Est. Mais comme ils impliquent l'existence, dans ces pays, des catégories économiques fondamentales du capitalisme, il faut bien qu'en tous les coins du monde les mêmes causes produisent les mêmes effets. Entre Etats concurrents l'argument suprême est toujours le recours à la force. Cette violence, est-il possible de la distinguer de la violence légitime du prolétariat ? Il est bien vrai que celui-ci doit savoir se servir de cette arme, non seulement pour prendre le pouvoir, mais encore pour le conserver. A ce stade toutefois la garantie du caractère révolutionnaire et prolétarien de toute action répressive, c'est l'identification claire et tranchante du but qu'elle poursuit, des classes sociales qu'elle vise, des individus qu'elle frappe. Qu'il ne s'agisse pas là d'un critère purement formel mais d'une exigence absolue d'hygiène politique, le précédent stalinien, désormais bien connu, de révolutionnaires exterminés au nom de la révolution, suffirait à le prouver !

Des mobiles différents mais des moyens identiques caractérisent l'expédition militaire soviétique en direction des « contre-révolutionnaires » de Tchécoslovaquie. Les dirigeants du « parti-frère » sont arrêtés, déportés, battus puis conviés à souscrire « loyalement » à des décisions arrachées par la force. Un « chef d'Etat socialiste » est acclamé sur ordre par ceux-là même qu'il a menacés, pour se faire entendre, du scandale d'un suicide. Cynisme, hypocrisie, procédés de basse-police : voilà le loyal cortège de la vigilance révolutionnaire du Grand Inquisiteur russe !

Il nous faut sensibiliser les ouvriers à cette ignominie. Non pas, certes, à la façon humanitaire bourgeoise - ces tartuffes ne réprouvent le mensonge que lorsqu'il contrecarre leurs combinaisons électorales ! - mais

à la saine façon prolétarienne du « manifeste » de 1848 : les communistes ne rougissent pas de leurs buts ! Le parti de Lénine, sans pitié pour les ennemis du prolétariat, a su en son temps se servir de la terreur révolutionnaire sans la corrompre par le chantage et la diplomatie. Il ne sollicitait pas le repentir des adversaires de la révolution ; il tuait, mais les prolétaires savaient pourquoi : la violence n'était pas, pour lui, une arme secrète. Les vigilants gardiens du « socialisme » russe actuel accusent des « contre-révolutionnaires » qu'ils ne savent même pas nommer ! A plus forte raison seraient-ils incapables de dire en quoi « ils menacent le socialisme » : eux-mêmes, en Russie, grâce à Libermann et son exaltation de la concurrence et du profit d'entreprise, sont les véritables parrains du « révisionnisme » Tchécoslovaque.

Ne nous illusionnons pas cependant sur les vertus de notre critère ; le cercle vicieux du mythe de la Russie socialiste se fonde sur une position inattaquable même pour les moins « inconditionnels », de ses partisans : la raison d'Etat, la défense du « territoire socialiste » contre les ambitions des « revanchards allemands ». Nous nous permettrons d'utiliser ici les pertinentes réflexions de M. Desseigne. Ce dernier, quoique contestant la validité des arguments russes, quant à la vulnérabilité de la Tchécoslovaquie

COLLECTIONS RELIEES

Le volume rassemble, sous une forte couverture, les numéros suivants du « Prolétaire » : du 15 (novembre 1964) inclus au 49 (décembre 1967) inclus.

Prix : 40 F. (y compris les frais d'expédition)

à une invasion ouest-allemande, ajoute qu'il faut cependant tenir compte, dans la décision soviétique d'envoyer des troupes chez M. Dubcek, du « rôle joué » par le « souvenir du fascisme allemand ». « Avoir eu vingt millions de morts pendant la dernière guerre - écrit-il - explique que le peuple soviétique nourrisse une rancune tenace envers le peuple allemand »

Rappelons ici que la question à trancher est celle de l'existence ou non du socialisme dans « l'aire soviétique » - Il ne s'agit donc pas de déterminer si l'Etat russe est fondé ou non à défendre sa zone d'influence, mais si la situation de fait qui s'est créée après un demi-siècle de son existence est compatible avec les promesses contenues dans « l'exposé des motifs » de la thèse stalinienne sur la possibilité du socialisme dans un seul pays. La réponse ne se trouve pas dans l'avenir mais dans le passé. L'argument des « revanchards allemands », c'est l'aveu que les vingt millions de morts russes n'ont servi à rien, que malgré l'écrasement du fascisme allemand, qu'on disait seule cause de guerre, malgré l'écartèlement de l'Allemagne accusée d'être l'unique responsable du conflit, un autre carnage plus meurtrier encore pourrait renaître. Pour nous l'argument est décisif. Lors du grand tournant de l'Internationale communiste en 1926, nous nous sommes désespérément battus pour éviter que la stratégie internationale du prolétariat soit déterminée par les raisons d'Etat de l'URSS. Plus tard, nous avons soutenu en vain, contre les renégats télécommandés par Moscou, que la seconde guerre mondiale proche serait une guerre impérialiste tout comme la première et qu'elle imposerait à l'humanité le même cortège de partages, rapines et haines nationales. Les raisons qui nous étaient opposées ont prévalu, mais elles étaient fausses : tous les événements ultérieurs les ont démenties et, en bonne place, le dernier en date, qui a vu les « communistes » russes porter le feu et le sang chez d'autres « communistes »... en évoquant l'éternelle menace allemande !

« VOIES NATIONALES »... DU CAPITALISME.

Pour illustrer ce qui précède - la nature économique et concurrentielle des contradictions internes du système est-européen, les passions et rivalités nationales qu'il ne peut surmonter et qui démentent sa prétention au socialisme - nous nous en sommes surtout tenus à des vérités de fait. Nous procéderons de la même façon en ce qui concerne toute tentative de sauvetage de ce « socialisme » à l'aide de quelques amendements d'ordre démocratique. Nous ne nions pas en effet que d'autres raisons que celle déjà examinées plus haut aient pu influencer l'attitude russe à l'égard de la Tchécoslovaquie. L'argument idéologique soviétique n'est pas sans fondement, à la condition de lui donner son vrai contenu social et sa dynamique politique réelle.

Nous avons déjà souligné l'hypocrisie imprécision de la continuelle référence russe aux « menées contre-révolutionnaires » en Tchécoslovaquie. Sans révolution préalable, la contre-révolution est impossible. Or le pays de Benès n'a jamais connu ce bouleversement radical des formes de l'Etat, cette dictature du prolétariat qui caractérise

Cette « idée fixe » des Russes, l'excellent M. Desseigne voudrait bien qu'une fois pour toutes on en vienne à bout, qu'on « réexamine un jour le "problème allemand" ». Un progrès sans doute, par rapport à nos « communistes » traditionnels et cocardiers. Il ne compense pourtant pas la conviction dangereuse selon laquelle un parti, quel que soit le rôle politique et social joué en des moments cruciaux de l'histoire, peut toujours se reformer. Vaine illusion : on n'est plus jamais apte à combattre les préjugés nationaux quand on les a attisés au feu de la plus cruelle des guerres ! « Rancune tenace » du peuple russe à l'égard du peuple allemand ? Le rôle des communistes, au lieu de dénoncer les mobiles criminels des guerres impérialistes, serait donc de subir passivement, d'obéir même, à ces passions nationalistes, chauvines, voire racistes, dont le capitalisme est l'auteur ? En cette matière, ce n'est pas un constat de carence qu'il faut dresser à la charge des « communistes » de Moscou, de Paris et partout ailleurs mais la plus accablante des accusations. L'internationalisme prolétarien, ce n'est pas sous les chemises des chars soviétiques pénétrant dans Prague qui a été écrasé. Il était déjà bel et bien mort, assassiné par l'Union sacrée des années 1944-45, par l'hystérie patriotique qui rendit tout le peuple allemand solidaire des criminels hitlériens, par la haine fratricide des « communistes » français contre une classe ouvrière qui avait eu près d'un million de siens enfermés dans les camps nazis. Et après de tels antécédents historiques, M. Desseigne, « militant de la CGT », vient candidement nous demander si « l'on pourra ignorer indéfiniment que les jeunes allemands ne peuvent être tenus pour responsables des actes de leurs pères » ? A notre tour de nous enquisir : Quand donc se trouvera-t-il, dans la CGT ou ailleurs, des militants ouvriers se refusant pour toujours à rendre un prolétariat responsable des fautes de sa bourgeoisie et considérant l'attitude contraire, non comme une erreur, mais comme une impardonnable trahison ?

une révolution socialiste. Tout au plus vécut-il une période indécise quant à la zone d'influence, américaine ou russe, dans laquelle il serait inclus. Si le litige fut tranché, en faveur de l'URSS, par un mouvement populaire, la planification étatique et la discipline draconienne instaurées par le nouveau gouvernement ne suffiraient nullement à transformer un pays bourgeois en pays socialiste. Il s'agissait en fait d'une simple passation de pouvoir entre bureaucraties d'Etat respectivement patronnées par leur « protecteurs » russe ou américain et la preuve en est faite aujourd'hui où la même équipe gouvernementale ou presque, le même parti politique et les mêmes institutions, peuvent servir aussi bien au « socialisme » le plus orthodoxe qu'au « révisionnisme » le plus dangereux.

Est-il nécessaire d'expliquer que les Russes, ont quelque raison de craindre que « l'ouverture à l'ouest » de la Tchécoslovaquie signifie, pour ce pays, un nouveau changement de protecteur ? Ce qu'il faut souligner, davantage afin d'assigner leurs

(suite en page 4)

TRISTE OCTOBRE

(suite de la première page)

tenté de s'infiltrer dans le prolétariat. Mais ce mirage est une des meilleures défenses de la bourgeoisie : tant que les prolétaires acceptent de considérer l'économie capitaliste comme « naturelle » et impossible à mettre en cause, la révolte la plus héroïque conduira fatalement à la défaite.

Mais (comme tant d'autres) nos « initiés » vont plus loin que Staline dans le reniement du marxisme, puisqu'ils réclament « la séparation du Parti et de l'Etat ». Ils rejoignent ainsi ouvertement la philosophie bourgeoise qui place l'Etat au-dessus des classes dont les partis ne sont que les expressions. Selon eux, tous les malheurs viennent de ce que le méchant Parti a mis la main sur le gentil Etat « socialiste », alors qu'en réalité c'est juste l'inverse qui s'est produit en Russie : sous la pression des forces sociales, le prolétariat isolé en Russie n'a pas pu garder le contrôle de l'Etat ; c'est « l'Etat », expression des rapports sociaux et de la tendance au capitalisme, soutenu par les classes non prolétariennes en Russie et par l'impérialisme mondial, qui a mis la main sur le Parti bolchevique et l'a vidé de sa substance, par la démocratie d'abord et les emprisonnements et exécutions ensuite ; et à travers le parti russe, c'est l'Etat russe qui s'est emparé de l'Internationale Communiste trop faible pour lui tenir tête, pour la transformer non seulement en un instrument de la diplomatie russe mais aussi en police contre-révolutionnaire internationale. Voilà la cause réelle de la « dégénérescence ». Mais allez donc faire comprendre ça à des idéalistes !

Nous ne nous occuperions même pas de leurs fariboles, si ces gens-là n'avaient le culot de se revendiquer d'Octobre et la prétention de reconstituer le « Mouvement Révolutionnaire ».

Ils appellent Octobre un bulletin qui conteste et renie toutes les affirmations et conquêtes d'Octobre ; nécessité du Parti, subordination des syndicats et autres organes immédiats au Parti, lutte pour le pouvoir politique, instauration de l'Etat dictatorial du prolétariat dirigé par le Parti, voilà les positions marxistes qu'Octobre, le vrai, a lancées à la face du monde, faisant trembler tous les bourgeois et tous les démocrates, montrant aux prolétaires de tous les pays la seule voie révolutionnaire. Ceux qui se couvrent du nom d'Octobre ne sont que d'ignobles escrocs !

Et ils prétendent travailler pour un mouvement « révolutionnaire » ! Mais le point de départ de leur mouvement n'est rien d'autre que le point d'aboutissement de la contre-révolution, le reniement ouvert du marxisme par les cadavres de l'Internationale Communiste. Même le PCF a admis la « séparation du Parti et de l'Etat », en se prononçant pour un « socialisme pluri-partiste ». Prétendre remédier à la trahison des partis soi-disant communistes en adoptant d'emblée leurs sous-produits idéologiques, c'est vraiment le comble de l'inconscience ou de la saloperie !

Même on avait encore le moindre doute sur l'orientation que cet anti-October essaie de donner aux luttes ouvrières, la conclusion d'un autre article du même bulletin suffirait à le lever, puisqu'elle affirme (en capitales) : « Et la politique ça finit par l'occupation des usines ». Revoyez « l'économisme » et le « gestionnisme » qui paralysent le prolétariat par la quête vaine d'un contrôle « par en bas » sur l'appareil de production, alors que seul le pouvoir politique permet au prolétariat d'intervenir despotiquement dans l'économie, de briser par en haut les lois de l'économie capitaliste. Là encore, nos faux octobristes ont inversé la formule réelle, telle que la doctrine marxiste et toute l'expérience des luttes passées (dont Octobre) nous l'enseignent :

La lutte économique, nécessaire

Directeur - Gérant
F. GAGNIEN
B. P. 275 Marseille-Cochet

IMPRIMERIE « L'IMP. »
9 et 5 boulevard Dupuy
M A R S E I L L E (6^{ème})

Distribué par les R.N.P.P.

défense de l'existence immédiate du prolétariat, ne peut être une fin en soi ; si loin qu'elle puisse être poussée, elle reste impuissante si elle ne débouche pas sur la LUTTE POLITIQUE, si elle n'organise pas le prolétariat en vue de la conquête violente du pouvoir politique, en vue de la dictature du prolétariat.

Mais cette orientation véritablement révolutionnaire, seule le Parti de classe peut la donner aux luttes prolétariennes. Ferme et accroché à la doctrine marxiste et à l'expérience historique, il est seul capable d'expliquer et de prévoir l'histoire, de comprendre que

même la contre-révolution confirme le marxisme, de tirer les véritables leçons des défaites passées ; il est seul capable de défendre le programme et l'organisation révolutionnaires contre toute la merde que la contre-révolution déverse sur les prolétaires.

La lutte pour défendre et diffuser les positions marxistes, pour aligner les luttes prolétariennes sur ces positions, pour organiser les prolétaires sur la base de ces positions autour du Parti qui les représente, voilà la seule lutte qui conduit à la révolution communiste, la seule qui soit dans la ligne d'Octobre !

APRÈS MAI - JUIN

(suite de la 1^{re} page)

nation. Le fait que M. Rutull soit un militant du P.C.F. ne nous gêne pas du tout pour saluer ce beau geste de solidarité ouvrière. Et nous n'aurions pas l'infamie de laisser un monsieur Rutull quelconque se débrouiller tout seul, comme certain responsable C.G.T. qui est allé récemment jusqu'à voter, à la demande des patrons, le licenciement d'un délégué C.F.D.T. !

Ceci dit, les dirigeants syndicaux de la région d'Audun le Tiche n'ont rien fait pour encourager le mouvement de grève. La consigne est celle-ci : il faut protester « par voie de télégrammes ou de motions contre cette atteinte à la liberté et à la démocratie ». Juste de quoi ajouter un peu de travail aux postiers ! Et, de plus, on donne gentiment les noms des militants à M. le Préfet !

**

Il n'y a pas qu'en province que nos diplomates syndicaux professionnels mettent en pratique leur philosophie du dialogue : on discute « au sommet » avec les syndicats patronaux et l'Etat. Une simple remarque tout d'abord : beaucoup de nos revendications n'ont pas été satisfaites au mois de juin, au moment où notre mouvement battait son plein, à une époque où la bourgeoisie avait peur. Comment pourrait-on obtenir quelque chose maintenant, dans la déroute. Et en admettant que le patronat lâche quelque chose, il faudra bien qu'on nous explique comment on l'a obtenu, quel est le marché de dupes que l'on a fait derrière notre dos !

Ceci dit, que savons-nous des négociations en cours ? On se souvient que les ouvriers de la métallurgie, tout particulièrement ceux de la région parisienne, ont été à la pointe du combat en mai-juin, qu'ils ont commencé la grève parmi les premiers et qu'ils l'ont terminée après tous les autres. On sait aussi comment ils ont repris le travail, sur la foi de vagues promesses. Depuis on discute. Finalement, un premier accord a été signé par la C.G.T. avec le patronat. La C.F.D.T., elle, n'a pas encore signé sous le prétexte qu'elle doit d'abord « consulter » démocratiquement ses adhérents » : simple manœuvre démagogique. On connaît le contenu de l'accord : les salaires minima sont relevés. Mais comme la partie « variable » du salaire (primes, heures supplémentaires, etc...), représente entre 20 et 40 % du salaire réel, l'accord ne touche qu'une petite fraction des ouvriers, soit moins de 50.000 sur un total de 750.000 ! On attend le communiqué de victoire de M. Frachon.

On « négocie » aussi sur l'emploi. On sait qu'en mai-juin nous n'avons pratiquement rien obtenu sur le plan de la diminution de la journée de travail. Comme de juste, cette revendication fondamentale avait été placée par nos « négociateurs » en queue de liste. Il est bien certain que l'on n'obtiendra rien maintenant par des parloteries, et pourtant ce serait là la seule mesure pratique qui serait « créatrice d'emploi ». Nous avons nous une autre revendication dans ce domaine, celle du salaire intégral aux chô-

meurs, payé par les patrons. Mais il ne faut évidemment pas attendre de M. Ségué qu'il la reprenne ! Lui et ses amis se foutent pas mal des chômeurs, et ils font tout pour nous diviser. M. Pompidou avait naguère lancé l'idée de « commissions paritaires de l'emploi ». Eh bien, c'est une solution qui paraît « acceptable » aux bons syndicaux. Que seraient ces commissions (il en existe d'ailleurs déjà un certain nombre) ? Tout simplement des organismes composés de délégués syndicaux et de représentants du patronat chargés de décider combien d'ouvriers et lesquels doivent être licenciés. Voilà de la « gestion ouvrière » bien comprise, ou nous n'y connaissons plus rien !

**

Ce tableau pourrait être considérablement allongé. Il est déjà suffisamment éloquent. Pour les directions syndicales comme pour les partis opportunistes, P.C.F. en tête, la crise de mai-juin n'a été qu'un « accident » qu'ils se sont employés de toutes leurs forces à liquider pour en revenir au plus vite à leurs pratiques habituelles : pétitions, grèves-bidons, électoralisme. Ils ont châté l'immense force de neuf millions de grévistes et laissent maintenant l'Etat et le patronat contre-attaquer à leur guise.

C'est au prolétariat lui-même de réagir, et d'abord en rejetant de son sein ces agents de l'ordre bourgeois que sont les appareils syndicaux et politiques opportunistes.

Réponse aux militants de la C. G. T.

(suite de la page 3)

places respectives aux facteurs économiques et idéologiques enchevêtrés dans le conflit Prague-Moscou, c'est que ce changement est indissociable du « nouveau cours » tchécoslovaque. D'une part, la reprise économique en Tchécoslovaquie est impossible sans l'accès aux capitaux et aux marchés de l'Ouest, d'autre part la « libéralisation » politique conditionne l'adhésion des masses à l'effort productif qu'on sollicite d'elles.

C'est l'intervention russe qui a cimenté cette solidarité de fait entre une politique économique de salut national et de vastes masses sociales impatientes d'échapper à la contrainte policière. Mais le crétinisme démocratique embrouille fort à propos les cartes, qui ne veut voir que le « souffle de la liberté » là où souffle le vent impétueux mais contradictoire des exigences du capital. Qu'un pays à technologie industrielle supérieure à celle de l'U.R.S.S., refuse une tutelle synonyme de sous-développement, qu'il parvienne, en secouant le joug bureaucratique, policier, pro-russe d'un Novotny, à sensibiliser à cette nouvelle « déstalinisation » une population avide de « liberté » à défaut de satisfactions plus matérielles, ce ne sont là qu'expressions politiques et sociales d'un mouvement économique : celui d'un capitalisme national étouffant sous la tutelle russe. Mais que la Russie, pour lui faire obstacle, impose par sa force militaire supérieure le retour à la discipline politique antérieure, c'est pour des raisons exacte-

RÉFORME UNIVERSITAIRE

(suite de la 1^{re} page)

Ensuite qu'il existe un terme pour qualifier ceux qui veulent « améliorer » l'université (ou quoi que ce soit) dans le cadre du système capitaliste : le réformisme. Enfin que s'il fallait qualifier les partisans de la transformation universitaire ce serait de « réformistes violents » et non de révolutionnaires.

La preuve ? Ils crient tous au voleur et au plagiaire quand E. Faure développe des thèmes qui leur sont chers. Témoins Marc Heurgon (PSU) qui s'indigne de ce que « les structures de M. Faure ne soient autre chose que la caricature des objectifs que s'était fixés le mouvement de mai ». Les réformistes de l'opposition devraient toujours prendre des brevets de peur que leurs trouvailles ne soient appliquées... par ceux-là même qu'ils sont censés combattre. En leur temps nous avions déjà dit ce qu'il fallait penser des mots d'ordre tels que ceux « d'autonomie de l'université » et de « démocratisation » ; leur adoption par le gouvernement gaulliste prouve, s'il en était encore besoin, qu'il ne sont en rien contradictoires avec l'ordre bourgeois. Ils servent même de surcroît à moderniser l'université, à mieux l'adapter aux impératifs capitalistes.

On pourrait croire que c'est perdre son temps que de rompre des lances avec des gens qui, si l'on va au fond des choses, n'ont rien exprimé d'autre que l'intérêt bien compris du capital. Pourtant le plan universitaire ne fait que refléter le niveau politique général de tous ces gauchistes dont le seul programme est de gauchir celui de la bourgeoisie qui va parfois jusqu'à le leur chiper. Quand cela arrive il ne leur reste plus qu'à pleurer. : « ce n'est pas ça que nous voulions », jouant ainsi leur rôle dans la conservation sociale et réintroduisant par ce biais les idées et les théories dont la virginité avait beaucoup souffert. A la façon du PCF qui réclame une démocratie « véritable » comme si la démocratie tout court n'avait pas assez fait ses preuves, les gauchistes s'insurgent

parce qu'Edgar ne leur a pas accordé l'autonomie et la démocratisation « réelles » auxquelles ils aspiraient.

On pourrait nous accuser de ne pas tenir compte de l'autre volet, à savoir le rôle que l'université et les étudiants seraient censés jouer à l'égard des ouvriers. En effet les groupuscules trotskistes, anarchistes, etc., proclament ne pas vouloir se limiter au seul cadre de la faculté, mais débordent vers les usines. Là encore c'est l'échec, non pas tant à cause des bureaucraties syndicales ou de quelque obstacle à la « communication », mais bien parce qu'un groupe de pression étudiant n'est pas et ne peut pas être le Parti de classe ou jouer son rôle. Nous disons bien groupe étudiant, non seulement parce que c'est à peu près leur seule clientèle, mais surtout parce qu'ils attachent dans la lutte des classes un rôle spécifique aux étudiants ou plus généralement aux intellectuels. Ceci peut venir de la meilleure intention du monde à savoir faire profiter de la culture ceux qui en sont exclus ; ce serait parfait si la culture n'était pas une culture de classe : celle de la bourgeoisie. Quant à la culture révolutionnaire, synthèse des luttes passées du prolétariat, il est bien vain de la part des divers gauchistes de croire qu'ils y pourront atteindre par des « confrontations d'idées » selon une « démocratie ouvrière » d'autant plus parfaite que tout se passera entre intellectuels. Est-ce dire que nous sommes des sectaires ouvriéristes ? Non, fidèles à l'enseignement de Lénine (en particulier dans Que Faire ?) nous affirmons que si l'intellectuel peut avoir un rôle révolutionnaire, ce ne peut être qu'en entrant dans le parti au sein duquel il n'y a plus ni ouvrier ni intellectuel, mais des militants communistes.

Et ce parti ne tombe pas du ciel : il ne pourra se développer qu'en lutte ouverte contre toute l'idéologie démocratique, que ce soit celle du bourgeois au pouvoir, celle de l'opportuniste ouvrier ou celle de l'immédiatiste intellectuel.

en tête, present ce parti d'être vraiment national, de l'affirmation de M. Jurquin en faveur de la recherche d'une « voie française du socialisme ». Les liens du P. C. avec la Russie, c'était encore, pour la bourgeoisie, le spectre intolérable de cette organisation internationale du prolétariat qui, sous Lénine, fit trembler le monde. Les « voies nationales du socialisme » sont au contraire la garantie de l'ordre social existant : économie de marché, concurrence et profit, à l'Est, où les faux communistes sont au pouvoir, et à l'Ouest, là où ils n'en sont qu'à proposer leurs bons offices au capital, fornication électorale avec les opportunistes chevronnés, asservissement de leurs syndicats à l'Etat et collaboration de classe éhontée. Il n'y a donc plus « d'Etat ouvrier », de « parti communiste » de masse ; tout est à refaire et à reconstruire : c'est la seule réponse honnête aux « interrogations » des militants de la C. G. T.

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1968

Liste N. 9 :
François 1,70 ; Lucien 40 ; François 1,5 ; S. 00 ; Arthur 70 ; François 1,14 ; Alain 4 ; François 5, 25 ; Petit Soutien 1,30 ; G.G. 70 ; Christian 2, 1,50 ; Maurice 20 Paris 166 ; André et Maryse 80 ; François 3, 5 ; Lyon 12 ; Anonyme 1 ; R. et R. 40 ; Soutien Jean 5 ; le même 14 ; Piccolo 10.
Total liste N. 9 694,06
Total précédent 8.064,08

Total général 8.758,68